

## LES AÉROPORTS

PICKERING—LES PROPOS DU MINISTRE AU SUJET DE L'OPPOSITION AU PROJET—DEMANDE D'EXPLICATIONS

**M. Otto Jelinek (High Park-Humber Valley):** Monsieur l'Orateur, ma question au ministre des Transports se rattache à sa déclaration de vendredi dernier, selon laquelle il ne construirait pas l'aéroport de Pickering si tous les Torontois sont contre l'aéroport. Peut-il expliquer ce que cela veut dire? Faudra-t-il que tous les hommes, les femmes et les enfants expriment leur opposition, ou que la majorité de la population, de même que les autorités locales, s'y oppose? Qu'a-t-il voulu dire au juste? Peut-il dire en même temps pourquoi il n'a pas donné suite à sa déclaration du 21 février, alors qu'il a dit qu'il reconsidérerait toute l'affaire selon les vœux de la majorité?

**M. l'Orateur:** A l'ordre. Le député de Hamilton-Wentworth.

\* \* \*

## LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

L'INCARCÉRATION DE NORMAN ET JEAN JOHNSON AU VIETNAM—LES DÉMARCHES DU MINISTÈRE POUR LA LIBÉRATION

**M. Sean O'Sullivan (Hamilton-Wentworth):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Il y a maintenant quatre mois que les missionnaires canadiens Norman et Joan Johnson sont prisonniers au Vietnam du Sud, et deux mois que le gouvernement a fini par faire des démarches à leur sujet auprès du gouvernement révolutionnaire provisoire à Paris. Le ministre peut-il dire où en sont les négociations en vue de la libération de ces Canadiens que les troupes communistes avaient promis de libérer?

**L'hon. Allan J. MacEachen (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur l'Orateur, aux derniers renseignements, les représentants du gouvernement révolutionnaire provisoire m'ont assuré que ces personnes étaient en sécurité et que nous serions prévenus lorsque leur libération pourrait être garantie. Ce sont là les dernières nouvelles, mais je vais me renseigner à la première occasion.

**M. O'Sullivan:** Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Ces mêmes groupes ont dit que les prisonniers canadiens seraient libérés dès qu'ils seraient identifiés et qu'elles ne garderaient en captivité aucun civil n'ayant pas pris part aux opérations militaires. Le ministre peut-il dire quelles démarches tente le ministère des Affaires extérieures pour faire relâcher les Canadiens détenus depuis quatre mois?

**M. MacEachen:** Monsieur l'Orateur, le député sait que nous avons fait des démarches à ce sujet auprès des autorités. C'est tout ce que nous pouvons faire, à moins que le député ne veuille que nous intervenions au Vietnam.

\* \* \*

[Français]

## LA RADIODIFFUSION

LA DATE D'ATTRIBUTION DU CANAL 10 À VANCOUVER

**M. Bill Clarke (Vancouver Quadra):** Monsieur le président, je désire poser une question au ministre des Communications.

## Questions orales

Le 30 mai dernier, j'ai posé une question au ministre au sujet du canal 10 à Vancouver. Le ministre m'a alors répondu qu'il allait demander si la Commission était en mesure de donner une date à laquelle celle-ci pourrait rendre une décision. Les requérants ont dû dépenser beaucoup pour leur demande, et si le retard apporté par la Commission à donner une réponse persiste, ces dépenses de capital pourraient augmenter d'un million de dollars. Alors, est-ce que le ministre peut donner des renseignements à ce sujet?

[Traduction]

**L'hon. Gérard Pelletier (ministre des Communications):** Monsieur l'Orateur, je comprends l'inquiétude du député. L'attribution du canal 10 à Vancouver est une question importante et c'est probablement pour cela que le CRTC a délibéré si longtemps. J'ai dit au député, la première fois qu'il nous a fait part de son inquiétude, que je demanderais au CRTC de nous communiquer sa décision le plus vite possible. On m'a répondu que c'était précisément ce qu'on faisait. Le CRTC trouve le problème complexe et veut rendre la décision la mieux appropriée.

\* \* \*

## LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LE PROJET D'AMÉNAGEMENT D'UNE RAFFINERIE DE PÉTROLE À EASTPORT, MAINE—L'ACCÈS DES EAUX CANADIENNES AUX SUPERPÉTROLIERS—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

**M. Robert C. Coates (Cumberland-Colchester-Nord):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Nous ferait-il connaître la position du Canada à propos de la construction de la raffinerie à Eastport, dans le Maine, et nous dirait-il si son ministère est entré en relation avec les États-Unis au sujet de l'utilisation des eaux canadiennes par les superpétroliers transportant le pétrole brut à la raffinerie? Le gouvernement américain a-t-il fait part à son ministère des intentions de la Pittston Company concernant la construction de cette raffinerie?

**L'hon. Allan J. MacEachen (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur l'Orateur, comme le sait mon honorable ami, le gouvernement du Canada s'est toujours fermement opposé au passage de transporteurs par le canal du Head Harbour à cause des risques écologiques. La commission de l'environnement du Maine, dans ses dernières conclusions, a autorisé la Pittston à poursuivre la construction de la raffinerie, moyennant certaines conditions, notamment l'obtention des autorités canadiennes d'un droit de passage pour les transporteurs chargés de ces produits. Nous ne sommes pas revenus sur notre position à ce sujet. Depuis cette décision de la commission de l'environnement du Maine, les États-Unis ne nous ont pas présenté d'autres instances officielles. Dans les circonstances mentionnées, nous ne savons pas actuellement si le département d'État va soutenir la cause de la Pittston. Évidemment, si c'était le cas, nous serions obligés de lui rappeler notre opposition de longue date à cette circulation.